

Daniel Bensaid

Sur les classes sociales

Extrait de Marx, l'intempestif

vente de la puissance de travail²². Sans contrainte, plus de marché de travail, plus d'armée de réserve, plus de dévalorisation de la force de travail. La théorie de la valeur-travail se rappelle pourtant au bon souvenir des ingénus libéraux-communistes. Le droit inconditionnel à l'existence est aussi incompatible avec le capitalisme réellement existant que la démocratie participative avec le « socialisme réellement existant ». Dans le monde profane, le revenu universel prend la forme du revenu minimal et de l'exclusion assistée. Les élucubrations de Van Parijs n'ont alors même plus la vertu de faire rêver. Elles virent à l'utopie réactionnaire d'un communisme de marché fondé sur la propriété mixte, sans que l'on sache qui décide d'investir, selon quelles priorités, et selon quel procès de travail.

Qui exploite qui ?

Dans les années cinquante, la sociologie du travail d'Alain Touraine privilégiait la conscience de groupe au détriment de la conscience de classe : « L'importance et la diversité des relations qui s'établissent entre les hommes pendant le travail et en dehors de l'atelier font que ceux-ci se conçoivent plus aisément comme groupe particulier concret que comme une fraction d'une catégorie abstraite, définie dans son principe par un type particulier de situation et de relations sociales considérées fondamentales. » Le thème à la mode était alors celui de l'intégration sociale. L'individu exprimant ses revendications non plus comme producteur mais « comme consommateur », la notion de classe devenait caduque. Serge Mallet, pour qui la classe ouvrière n'a jamais été une « communauté sociologique », reprochait à Touraine de confondre « la condition ouvrière, notion sociologique, et le fait de l'existence autonome de cette classe dans les rapports de production, notion économique et politique ». Il mettait l'accent sur les mutations internes à la classe ouvrière (massification des ouvriers spécialisés, expansion du salariat en col blanc) plutôt que sur son extinction. Ces polémiques récurrentes correspondent à des transformations sociales effectives et à des évolutions plus directement idéologiques (promotion de l'individualisme et apologie de la concurrence vont de pair avec une désagrégation et un refoulement des solidarités de classe) qui exigent que l'on tienne à jour l'analyse des mouvements sociaux.

²². Philippe Van Parijs, « A Capitalist Road to Communism », *Theory and Society*, 1986. Voir aussi dans *Actuel Marx*, « Les paradigmes de la démocratie », Paris, PUF, 1994.

Si l'on veut trouver à tout prix une définition des classes, il faut aller la chercher (et la bien chercher) chez Lénine plutôt que chez Marx : « On appelle classes de *vastes groupes d'hommes* qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé par des lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent²³. » Certainement la moins mauvaise, cette définition pédagogique articule trois critères :

a) la position vis-à-vis des moyens de production (dans laquelle Lénine fait intervenir la définition juridique de la propriété — les *lois*);

b) la position dans la division et l'organisation du travail;

c) la nature (salariale ou non), mais aussi l'importance (le montant) du revenu.

Qu'il s'agisse de « vastes groupes d'hommes » devrait en outre couper court aux exercices sociologiques stériles sur les cas limites ou les cas individuels. La dynamique des rapports de classes n'est pas un principe de classement catégoriel.

L'exercice consistant à soumettre les données empiriques de la statistique à une interprétation critique en termes de classes permet d'éprouver sa pertinence conceptuelle. Selon le recensement de 1975 en France, près de 83 % de la population active sont à cette date salariés (contre 76 % en 1968). Dans le cadre d'un développement général du salariat, les cadres supérieurs et moyens et les employés connaissent les plus forts taux de croissance, accompagnés de mutations importantes au sein de ces mêmes catégories. De 1968 à 1975, le nombre d'ouvriers augmente de 510 000 en nombre absolu, celui des cadres supérieurs de 464 000, celui des « cadres moyens » de 759 000, celui des employés de 944 000. Ces données brutes ne permettent cependant pas une interprétation directe en termes de classes : les contremaîtres sont par exemple comptés comme ouvriers, et les techniciens comme cadres moyens. Elles permettent en revanche de constater une progression globale des ouvriers et des employés supérieure à celle des cadres supérieurs et moyens. Sur l'ensemble de la population active, la part des ouvriers proprement dite passe de 33 % (en 1954) à 37,8 % en 1968, puis à 37,7 % en 1975, alors que les effectifs ouvriers ont augmenté d'un demi-million pendant cette période.

Avec un effectif total de 3 100 000, la catégorie des employés de bureau augmente plus vite que celle des employés du com-

23. Lénine, *La Grande Initiative*, Moscou, Œuvres, t. XXIX, p. 425.

merce, mais sont comptés parmi eux nombre d'agents des entreprises publiques ou nationalisées, dont 77 000 postiers et facteurs. Les employés du commerce comptent 737 000 salariés, dont une majorité de femmes. Selon la problématique de Lénine, l'écrasante majorité de ces employés : a) ne sont pas propriétaires de leur outil de travail ; b) occupent une position subalterne dans la division du travail, n'exercent pas de fonction d'autorité, et effectuent pour bon nombre d'entre eux un travail manuel ; c) ont un revenu salarial souvent inférieur à celui de l'ouvrier qualifié. Pour peu que l'on renonce à l'image symbolique et idéologiquement chargée d'une classe identifiée selon les époques au portrait-robot du mineur, du cheminot ou du métallo, ils appartiendraient donc dans leur grande masse au prolétariat.

Les « cadres moyens » connaissent une progression rapide depuis 1954, de 6 % à cette date à 14 % en 1975 avec 2,8 millions de salariés. La rubrique statistique sous laquelle ils figurent regroupe quatre catégories fondamentales : les « instituteurs et professions littéraires », les techniciens qui s'opposent aux cadres administratifs moyens par leur rôle le plus souvent productif et un salaire proche de celui des ouvriers qualifiés, les « intermédiaires médicaux et sociaux », et enfin les « cadres administratifs moyens » qui remplissent une fonction d'encadrement, c'est-à-dire de direction et de surveillance des employés dans l'administration, les banques, le commerce (leur fonction d'encadrement est d'ailleurs attestée par un écart sensible d'environ 20 % entre leur salaire moyen et celui de l'ensemble de la catégorie « cadres moyens »).

L'analyse du recensement socioprofessionnel de 1975 permet donc de dégager les conclusions suivantes :

1) La bourgeoisie proprement dite représente alors environ 5 % de la population active (industriels, gros commerçants, une fraction des exploitants agricoles et des professions libérales, la hiérarchie cléricale et militaire, la plus grosse part des « cadres administratifs supérieurs ».

2) La petite-bourgeoisie traditionnelle (agriculteurs indépendants, artisans, petits commerçants, professions libérales et artistes) représente encore 15 % environ de la population active.

3) La « nouvelle petite-bourgeoisie » en représente entre 8 % et 12 %, selon qu'on y inclut, outre une part des cadres administratifs supérieurs et moyens, les journalistes et les agents de publicité, les professions libérales devenues salariées, les enseignants du supérieur et du secondaire, les enseignants du primaire (ce qui est au demeurant fort discutable).

Dans tous les cas, le prolétariat (ouvriers d'industrie,

employés du commerce, des banques et assurances, du service public, et salariés agricoles), constitue les deux tiers (de 65 à 70 %) de la population active (dont le recensement exclut les femmes dites au foyer et la jeunesse scolarisée).

Le recensement de 1982 enregistre les premiers effets globaux de la crise. Mais la comparaison avec les précédents est brouillée par les modifications de la nomenclature. Il est clair néanmoins que la part globale du salariat dans la population active continue à croître, atteignant 84,9 % contre 82,7 % en 1975 et 71,8 % en 1962. La proportion d'ouvriers industriels, qui avait commencé à reculer dès 1975 (35,7 % contre 35,9 % en 1968), tombe à 33,1 %. En chiffres absolus, cette catégorie progresse encore de 0,5 % entre 1975 et 1982, et son taux d'accroissement s'établit à une moyenne de 10,2 % entre 1962 et 1982. Cette évolution moyenne masque une profonde disparité entre les ouvriers qualifiés, dont le nombre continue à augmenter (+ 10,2 %), tandis que celui des ouvriers spécialisés recule (-11,6 %). Le taux de croissance de la catégorie « employés » durant le septennat 1975-1982 est de 21 % (95 % depuis 1962). En chiffres absolus, ils sont 4,6 millions (contre 7,8 millions d'ouvriers). Mais la ventilation socioprofessionnelle occulte les effets du chômage : une perte nette de 700 000 emplois industriels et une baisse effective du nombre d'ouvriers actifs. A l'autre pôle, la part des cadres supérieurs et moyens dans la population active passe de 8,7 % en 1954 à 21,5 % en 1982. Ils ne sauraient cependant, suivant l'interprétation du recensement de 1975, constituer un ensemble de classe homogène sous la dénomination fourre-tout de petite-bourgeoisie. Une partie de cette masse appartient en effet aux couches supérieures du prolétariat, une autre à la bourgeoisie, le reste constituant une nouvelle petite-bourgeoisie ou « petite-bourgeoisie de fonction », dont l'expansion depuis 1975 n'a rien d'une explosion.

On assiste donc à une érosion relative du prolétariat et à un déclin des ouvriers d'industrie au profit de la nouvelle petite-bourgeoisie, sans qu'il en résulte encore une mutation qualitative. En revanche, les différenciations internes au prolétariat entament les solidarités et obscurcissent la conscience de classe. Elles résultent d'une déconcentration des unités de production, d'une réorganisation flexible du travail, d'une individualisation accrue des rapports sociaux, accompagnées d'une mobilité sociale ascendante pour une partie des ouvriers qualifiés. Au niveau de la reproduction, l'arrêt de la croissance urbaine (dès le recensement de 1982 les villes de moins de 20 000 habitants ont une croissance supérieure à la moyenne), le maintien à l'écart de la production et la scolarisation prolongée

gée, la privatisation de la consommation et du loisir, exercent un effet dissolvant sur l'identification de classe des nouvelles générations. Assiste-t-on à la fin de la « culture d'exclusion » ? Le taux de syndicalisation diminue spectaculairement, mais le phénomène est trop inégal à l'échelle européenne pour ne pas relever de fortes spécificités nationales. Le sentiment déclaré d'appartenance à une classe sociale régresse de 66 % en 1976 à 56 % en 1987 : chez les ouvriers, le sentiment d'appartenir au monde des travailleurs passe de 76 % en 1976 à 50 % en 1987 ; chez les jeunes, le recul est encore plus prononcé. Explicable par le poids croissant du chômage, un recul non linéaire de l'activité gréviste se manifeste à partir de 1976-1977, avec une reprise en 1986-1989 et une nouvelle reprise en 1993.

Le problème n'est pas d'ordre sociologique, c'est bien plutôt la question de la réversibilité politique de ces tendances — autrement dit le rapport entre mutations sociales, luttes et effets de conscience — qui doit retenir l'attention.

Alors que Marx part de la production pour fonder la reproduction, la plupart des analyses sociologiques tentent de déterminer les classes par la consommation et les groupes de distribution. Par différenciation de statut et de salaire, les travailleurs auraient ainsi tendance à devenir eux-mêmes des exploités. Au détriment de qui ? Le raisonnement conduit inévitablement à aborder la question des classes sous l'angle privilégié du revenu et à rechercher *qui exploite qui* parmi les travailleurs salariés. Baudelot et Establet ont poussé cette logique aussi loin que possible²⁴.

Dans *La Petite-Bourgeoisie en France*, ils constataient (en compagnie de Jacques Malemort) que l'éventail des salaires faisait apparaître des pôles et des points de cristallisation (entre un pôle inférieur à x et un pôle supérieur à $3x$ avec un creux entre les deux). Ils mettaient en évidence l'inégalité entre le taux de croissance des salaires du premier groupe, celui qui bénéficiait le plus du développement du produit national, relevant notamment une insensibilité du salaire des cadres au vieillissement du salarié et l'accès des petits cadres à l'actionnariat. Ils en concluaient que le salaire des ingénieurs, techniciens et cadres, représentait non seulement le temps socialement nécessaire à la reproduction de leur propre force de travail, mais une part de plus-value rétrocédée par les patrons en échange des bons et loyaux services rendus dans l'organisation du travail. Ils aboutissaient ainsi à un calcul du juste salaire correspondant à

24. Christian Baudelot, Roger Establet, P.-O. Flavigny, *Où travaille pour qui ?*, Paris, Maspero, 1979.

la reproduction de la force de travail. Oubliant que la valeur ne cesse de se dérober derrière la fluctuation des prix, ils évaluaient à $x + x/10$ francs le « juste prix de la force de travail » et en venaient logiquement à considérer que les 40 % des salariés gagnent davantage bénéficiaient d'une rétrocession de plus-value, et appartenaient à une nouvelle petite-bourgeoisie subdivisée en fonctionnaire d'État, ingénieurs-techniciens et cadres du privé, attachés les uns à la hiérarchie étatique et les autres au despotisme de l'entreprise.

Cette démarche était scientifiquement discutable dans la mesure où elle supposait légitime la quantification en prix (salaire) de la valeur moyenne de la force de travail et le calcul individuel du taux d'exploitation. Dans *Qui travaille pour qui ?* Baudelot et Establet ont affiné leur propos en introduisant la méthode de « l'équivalent travail », autrement dit le calcul de la quantité de travail incorporée à un produit, une même valeur monétaire cristallisant une quantité de travail différente selon la productivité des branches. Ils identifiaient ainsi trois grands consommateurs : les ménages, les entreprises et l'État. Les ménages consomment des biens de consommation et accumulent de l'immobilier. Les entreprises consomment des matières premières et accumulent du capital. L'État consomme des matières premières et accumule du capital.

Dans la structure de consommation des ménages, les dépenses alimentaires des différentes catégories sociales (sauf pour les professions libérales) sont équivalentes. Plus généralement, si les besoins sociaux étaient les mêmes, les budgets seraient comparables. Or, la structure de consommation varie, les postes budgétaires les plus divergents étant ceux de la culture, des vacances, de l'équipement domestique et du logement²⁵. Il existerait donc des lignes de partage entre des modes de vie, fonction du niveau de ressources (la culture n'est véritablement un poste budgétaire que dans les classes riches) et de la division entre travail intellectuel et manuel (les manuels cherchant davantage la détente). La famille resterait le lieu d'arbitrage privilégié entre ces choix de consommation. D'où sa transformation et son renforcement. Avec les sorties et les loisirs modernes, la socialisation régresserait dans tous les milieux et le relâchement des solidarités sociales donnerait naissance à une « population atomisée de familles ».

Quelles sont les conséquences de ces tendances du point de vue des classes ? « Ou bien on entend par rapports de production l'ensemble des composants qui caractérisent le travail d'un

25. Christian Baudelot, Roger Establet, P.-O. Fluhigny, *Qui travaille pour qui ?*, op. cit., p. 76.

homme dans le système global de production globale : à la base, bien sûr, il y a le rapport fondamental (l'extorsion de plus-value, la forme capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme). Mais tous les autres rapports qui en découlent et rendent possible celui-ci en font partie : montant des ressources, mode d'obtention des revenus, statut menacé ou développé par le capitalisme, nature matérielle ou intellectuelle du travail. Si l'on utilise ainsi le concept de rapports de production, il est clair que lui seul est capable d'expliquer les modes de vie lisibles et les budgets. Mais il en résulte une conséquence capitale : autant de budgets, autant de rapports de production, autant de classes sociales, c'est-à-dire, autant de groupes ayant des besoins définis et des intérêts matériels tranchés. Ou bien on garde la vieille distinction entre propriétaire des moyens de production et propriétaires de leur force de travail : on gagne en simplicité (deux classes), en manichéisme, en simplisme politique. Mais on est obligé de nier l'existence collective, lisible dans les budgets comme dans le travail, de milliers de gens qui ne sont ni bourgeois ni prolétaires²⁶. »

Où passe la ligne de partage entre le nécessaire (ou simple renouvellement de la force de travail) et le superflu ? se demandent nos auteurs. Dans leur tableau récapitulatif, tout le monde, à l'exception de l'ouvrier d'industrie et du salarié agricole, « surconsommerait »²⁷. Ils aboutissent ainsi à quatre « massifs » sociologiques :

- a) industriels, non-actifs fortunés, petits commerçants, inactifs moyens riches ;
- b) couches moyennes salariées (cadres et employés) ;
- c) prolétaires (ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés, salariés agricoles, inactifs pauvres) ;
- d) agriculteurs indépendants (qui se rapproche de c par la consommation et de a par le patrimoine).

Abandonnant la théorie critique des classes pour la sociologie descriptive de la consommation, on finit par brouiller les lignes de force au profit d'une mosaïque des groupes divisible à l'infini²⁸.

26. Christian Baudelot, Roger Establet, P.-O. Flavigny, *Qui travaille pour qui ?*, op. cit., p. 121-122.

27. *Ibid.*, p. 135.

28. Il est divertissant de noter qu'Emmanuel Todd a fait récemment sensation en rappelant quelques données de bon sens. Si l'emploi industriel a bien reculé de 38,5 % à 29,2 % de la population active entre 1975 et 1990, les ouvriers non qualifiés sont bien plus fortement touchés que les ouvriers professionnels par cette chute. Todd souligne aussi la fonction idéologique (le mirage de promotion sociale pour toutes et tous) dont est porteuse la catégorie fourre-tout de classes moyennes : « La vision d'une classe moyenne quantitativement dominante est statistiquement absurde » et procède d'une « conception idéal-

Le prolétaire n'est plus rouge ?

Dans ses *Adieux au prolétariat*, André Gorz impute la « crise du marxisme », non à une quelconque panne idéologique, mais aux mutations de la classe ouvrière : il s'agirait d'abord d'une crise du mouvement ouvrier lui-même. De krach en guerre, le capitalisme survit, non sans dégâts, mais il survit. Pourquoi ? Parce que le développement des forces productives, assujetti à ses propres normes et besoins, serait de plus en plus incompatible avec la transformation socialiste dont il était censé jeter les bases. La contradiction entre le sort quotidien d'un prolétariat estropié par le travail et sa vocation émancipatrice se résoudrait dans un constat d'impuissance. Le capitalisme aurait fini par produire une « classe ouvrière qui, dans sa majorité, n'est pas capable de se rendre maîtresse des moyens de production ». De sorte que « sa négation au nom d'une rationalité différente ne peut provenir que de couches qui représentent ou préfigurent la dissolution de toutes les classes, y compris de la classe ouvrière elle-même²⁹ ».

Retour à la contradiction : comment de rien devenir tout ?

En allant au bout de ce rien, répond Gorz.

Pour ce, il faut oser prendre congé du grand sujet de l'épopée révolutionnaire selon saint Marx. Le concept de classe ne serait pas né chez lui de l'expérience militante, mais d'un impératif historique abstrait : « C'est la conscience de leur mission de classe qui permet de discerner l'être des prolétaires dans sa vérité. » Peu importe ce que s'imaginent ou croient les prolétaires de chair et d'os. Seul compte leur destin ontologique : deviens ce que tu es ! Bref, « l'être du prolétaire est transcendant aux prolétaires³⁰ ». Cette hypostase philosophique résulterait d'une mixture douteuse de christianisme, d'hégélianisme et de scientisme. Elle aurait permis à l'avant-garde proclamée de jouer les entremetteuses entre l'être et le devoir être de la classe. Personne n'étant en condition de trancher les questions qui la divisent (et surtout pas ce prolétariat réel, aliéné et mutilé par le travail), le dernier mot fut réservé à une Histoire ventriloque, investie du pouvoir de condamner ou d'acquiescer.

Pour Marx, le travail est au cœur du procès d'émancipation. Le travail général abstrait arrache l'artisan ou le petit produc-

«ée du secteur tertiaire ». La brutalité de la crise rappellerait au contraire la permanence des polarités conflictuelles de classe.

29. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Gallée, 1980, p. 29.

30. Eric O. Wright considère de même que la position constitutive de la classe ouvrière inclut dans le marxisme classique un ensemble d'intérêts matériels, d'expériences vécues communes, de capacités de luites collectives, supposés naturellement convergents. Or, dit-il, ces trois facteurs ne coïncident plus.

teur indépendant à leur individualité bornée et les projette dans l'universel. Tout s'appropriier par le travail collectif permettrait de « devenir tout ». A ceci près qu'appropriation et devenir ne coïncident pas nécessairement. De même que l'avant-garde usurpait l'être de la classe dispersée et muette, de même la bureaucratie se présente comme l'incarnation de Prométhée déshéaîné. Ces délégations et ces substitutions pourraient résulter d'un développement d'un capitalisme encore trop faible pour permettre à la classe ouvrière de déployer ses pleines potentialités. Malheureusement, constate Gorz, contrairement aux espoirs investis hier dans la « nouvelle classe ouvrière », le progrès technique ne conduit pas à la formation d'un prolétariat massivement qualifié et cultivé, mais à de nouvelles différenciations et polarisations reconstituant la masse des non-qualifiés, des exclus, et des précaires en tout genre : la montée en puissance des ouvriers professionnels « n'aura été qu'une parenthèse ». Si le poids du prolétariat dans la société s'est accru conformément aux prévisions de Marx, il n'a pas arraché les prolétaires à leur impuissance en tant qu'individus et en tant que groupe : « Le travailleur collectif est demeuré extérieur aux prolétaires. » Finalement, remarque Gorz, « la théorie marxienne n'a jamais précisé qui au juste effectue l'appropriation collective, en quoi elle consiste, qui exerce et où le pouvoir émancipateur conquis par la classe ouvrière; quelles médiations politiques peuvent assurer à la coopération sociale son caractère volontaire, quel est le rapport des travailleurs individuels au travailleur collectif, des prolétaires au prolétariat ». Il en est résulté une confusion entre « l'institutionnalisation étatique du travailleur collectif » et « l'appropriation collective des moyens de production entre les mains des producteurs associés ».

De ces interrogations légitimes, Gorz passe sans précautions à la critique d'un militantisme imaginaire. L'esprit militant résiderait selon lui dans la croyance proprement religieuse au grand retournement du rien en tout, commandant de se perdre comme individu pour se retrouver comme classe : « La classe comme unité est le sujet imaginaire qui opère, mais ce sujet est extérieur et transcendant à chaque individu et à tous les prolétaires réels. » Que la classe soit devenue ce fétiche automate, au nom duquel les bureaucraties réclament une pieuse allégeance, est un fait. L'imputer à Marx, qui a dénoncé avec constance la société-personne, l'histoire-personne et toutes les personnifications et incarnations mythiques, autrement dit toutes les transcendances où s'anéantit l'irréductible interindividualité, n'est pas sérieux. Emporté par son élan, Gorz finit par dénoncer dans

le pouvoir du prolétariat « l'inverse symétrique du capital : le bourgeois aliéné par son capital et le prolétaire par le prolétariat. » La confiscation du pouvoir par la bureaucratie constitue pourtant un coup de force social et historique attesté par les millions de victimes de la contre-révolution stalinienne.

C'est toute l'ambiguïté des *Adieux au prolétariat*. Ils soulèvent des problèmes réels quant aux capacités émancipatrices de la classe ouvrière, dans les conditions concrètes de son aliénation. Mais ils mêlent constamment cette interrogation à une surinterprétation idéologique pour le moins unilatérale. On ne sait plus très bien ce qui, des conditions sociales de l'exploitation et de la généalogie du concept, a le plus contribué à l'épanouissement des dictatures au nom du prolétariat.

« Le prolétaire achevé », dit Gorz, est pur fournisseur de travail général abstrait. Tout ce qu'il consomme est acheté, tout ce qu'il produit est vendu. L'absence de lien visible entre consommation et production a pour conséquence nécessaire l'indifférence au travail concret. Et le travailleur devient spectateur d'un travail qu'il n'effectue plus. La conclusion prophétique du livre I du *Capital* s'éteint dans cette hébétude : « La négation de la négation du travailleur par le capital n'a plus lieu. » Le chapitre controversé ne promet pourtant pas l'émancipation dans la seule sphère de la production. Briser le cercle de fer du capital relève, dit Marx, non de la dialectique formelle de l'oppression et de la libération par le travail, mais de l'irruption politique.

La critique passe alors le relais à la stratégie. Marx à Lénine.

Gorz entrevoit ce changement de terrain. Il entend bien cet appel du politique. Mais il ne le conçoit que dans les formes étatiques connues : « Le projet d'un pouvoir populaire ou socialiste se confond avec un projet politique où l'État est tout, la société rien. » Telle est bien, sous sa double modalité, stalinienne et sociale-démocrate, la réponse du mouvement ouvrier majoritaire, tout au long de ce siècle. Et si elle n'est pas la seule concevable, elle résulte de l'évolution même du capitalisme. Instauration de rapports clientélares aux partis, laminage des médiations politiques, autonomisation croissante de l'État, « de l'état du capitalisme monopoliste au capitalisme d'État, le pas est vite franchi ». A défaut de pouvoir démontrer sa capacité culturelle pratique, Marx aurait doté le prolétariat d'une capacité ontologique imaginaire à nier son oppression.

Dans *Métamorphoses du travail*, Gorz revient sur les mutations du prolétariat et de sa pratique sociale. La segmentation et la déqualification de la classe, la précarité, la déqualification

et l'insécurité de l'emploi l'emportent sur la reprofessionnalisation : « Au moment même où une fraction privilégiée de la classe ouvrière paraît pouvoir accéder au polytechnisme, à l'autonomie dans le travail et à l'enrichissement permanent des compétences, toutes choses qui étaient l'idéal des courants autogestionnaires au sein du mouvement ouvrier, les conditions dans lesquelles cet idéal semble appelé à se réaliser en changent radicalement le sens. Ce n'est pas la classe ouvrière qui accède à des possibilités d'auto-organisation et à des pouvoirs techniques croissants ; c'est un petit noyau de travailleurs privilégiés qui est intégré dans des entreprises de type nouveau au prix de la marginalisation et de la précarisation d'une masse de gens³¹. » Dopée par la crise, la concurrence fait rage parmi les travailleurs et disloque les solidarités. La perte de substance matérielle du travail les prive de la réappropriation promise de leur créativité confisquée.

« Bref, le travail a changé, les travailleurs aussi. »

En trente ans, remarque Gorz, la durée individuelle annuelle du travail à plein temps a reculé de 23 %. Le travail ne serait plus la source principale d'identité sociale et d'appartenance de classe : « Nous sortons de la civilisation du travail mais nous en sortons à reculons et nous entrons à reculons dans une civilisation du temps libéré. » Dès lors, la conclusion s'impose : « Il n'est plus possible d'attendre une transformation socialiste de la société de l'urgence des besoins engendrés par le travail ni, par conséquent, de l'action de la seule classe ouvrière. L'opposition de classe entre travail et capital persiste mais est recouverte par des oppositions qui ne relèvent pas de l'analyse de classe traditionnelle, n'ont pas les lieux de travail pour scène ni les rapports d'exploitation pour raison. A la différence des ouvriers professionnels d'hier, les salariés modernes ne dérivent pas l'identification avec leur métier ou leur fonction la conscience de leur pouvoir sur la production et de leur droit à revendiquer le pouvoir sur la société. C'est souvent à partir d'expériences qu'ils vivent en dehors de leur travail ou de leur entreprise, en tant que locataires, habitants d'une commune, usagers, parents, éducateurs, élèves, chômeurs, qu'ils sont amenés à mettre le capitalisme en question³². »

Depuis la fin des années soixante-dix, les effectifs de la classe ouvrière industrielle connaissent un déclin absolu. Mais ce recul apparaît comme une érosion globale du prolétariat en fonction d'une illusion d'optique (non exempte de relents ouvriéristes) réduisant la classe ouvrière aux noyaux actifs et

31. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, Paris, Gallilée, 1989, p. 94.

32. André Gorz, *Capitalisme, écologie, socialisme*, Paris, Gallilée, 1991, p. 107.

symboliques d'une époque donnée. Le prolétariat n'a ni la même composition ni la même image en 1848 (outre les tisseurs silésiens, les prolétaires évoqués par le *Manifeste communiste* sont surtout des artisans ou des ouvriers de métier des petits ateliers parisiens³³), sous la Commune (après le boom et l'industrialisation du second Empire), en juin 1936 ou en mai 1968. Il est tour à tour représenté par l'ouvrier de métier, le mineur et le cheminot (de Zola à Nizan), le métallo (Renoir, Vaillant, Visconti), etc. Et l'histoire n'en reste pas là. Mais les sinistres de la sidérurgie ou de la construction navale ne sauraient signifier la disparition du prolétariat. Elles annoncent plutôt de nouvelles mutations.

L'affaiblissement de l'identification du travailleur au travail pose un vrai problème. Mais Gorz risque une généralisation abusive à partir de certains travaux de service ou de surveillance dépourvus de toute emprise intelligente sur la matière et sa transformation. Il en tire une conclusion faussement novatrice, selon laquelle la contestation de l'exploitation capitaliste se redéploierait désormais hors de l'entreprise, comme si elle y avait été jusqu'à présent confinée. Si le rapport d'exploitation s'enracine dans la production, toute la logique du *Capital* montre qu'il ne s'y réduit pas. Il structure tout le champ de la reproduction. Le mouvement ouvrier ne s'est pas constitué d'abord comme un mouvement interne à l'entreprise (ne serait-ce que parce qu'il était juridiquement exclu de l'entreprise de droit divin), mais comme un mouvement social, civique, urbain, culturel. Son enfermement sur le lieu de travail et la restriction de la pratique syndicale à la négociation de la force de travail résulte d'une longue évolution conflictuelle, de l'instauration de l'État providence, de la dissociation croissante de la représentation politique-électorale et de l'institutionnalisation des droits syndicaux dans l'entreprise. La crise de l'État-nation, la perte de légitimité du système de représentation contribuent tout autant que les métamorphoses du rapport salarial à affaiblir les pratiques syndicales et à pousser au redéploiement de la conflictualité sur le plan territorial (urbain), civique (immigration), écologique ou culturel.

En insistant sur la perte de subversivité du prolétariat, André Gorz reprend à son compte certains arguments qu'il combattait au début des années soixante. A l'époque, les potentialités critiques de la classe étaient annihilées aux yeux de nombreux sociologues par la prospérité relative, l'intégration sociale et la fascination des « choses ». Elles le seraient désormais par la

33. Voir la nomenclature de la Ligue des communistes dans Michaël Löwy, *La Théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris, Maspéro, 1970.

dépossession et l'exclusion. Une discussion sur les obstacles au développement de liens de solidarité et d'une conscience collective critique est sans doute nécessaire. Mais il faut se garder des extrapolations linéaires trop promptes à se défaire de l'événementialité politique et de ses imprévus. Un an avant Mai 68 la France était censée « s'ennuyer »...

Gorz refuse le postulat selon lequel la contradiction entre la puissance émancipatrice du prolétariat et son asservissement mutilant au travail serait automatiquement surmontée par la polarisation sociale croissante, développement numérique, concentration, élévation de la conscience allant de pair. Selon cette perspective optimiste, le contrôle sur la production et la finalité reconquise du travail rendraient à lui-même le travailleur aliéné. Les divisions provoquées et entretenues par la concurrence dans les rangs de la classe pourraient contrarier cette tendance sans pour autant l'abolir.

Ernest Mandel résout la difficulté en invoquant les destinées asymétriques de la classe exploiteuse et de la classe exploitée : « Malgré toutes les segmentations inhérentes à la classe travailleuse — tous les phénomènes récurrents de division selon des lignes de fonction, de nation, de sexe, de génération, etc. —, il n'y a pas d'obstacles structurels intrinsèques à la solidarité de classe générale entre travailleurs sous le capitalisme. Il y a seulement des niveaux de conscience différents, qui rendent plus ou moins difficile, plus ou moins disparate, dans l'espace et dans le temps, la conquête de cette solidarité générale de classe. On ne peut dire la même chose de la solidarité de classe bourgeoise. Dans les périodes de prospérité, quand leurs luttes ont pour objet essentiel des parts plus ou moins grandes d'une masse croissante de profit, la solidarité de classe s'affirme facilement entre capitalistes. Mais en période de crise, la concurrence prend des formes beaucoup plus sauvages dans la mesure où il ne s'agit plus pour chaque capitaliste individuel d'obtenir plus ou moins de profit, mais de survivre ou non en tant que capitaliste. [...] Bien évidemment, ce que je viens de dire s'applique à la concurrence intercapitaliste, et non à la lutte de classe entre Capital et Travail en tant que telle, laquelle au contraire voit s'affirmer la solidarité de la classe dominante au fur et à mesure de l'intensification de la crise. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est l'asymétrie fondamentale de la solidarité de classe entre, respectivement, la classe propriétaire du capital et la classe salariée. [...] Car la concurrence entre salariés est imposée de l'extérieur et non inhérente à la nature même de la classe. Au contraire, instinctivement et normalement, les salariés luttent pour la coopération et la solidarité collective. »

Si cette tendance se manifeste en effet de façon récurrente. La contre-tendance à la fragmentation n'en est pas moins permanente. L'asymétrie invoquée tient pour naturelle la concurrence entre capitaliste, et artificielle (« imposée de l'extérieur ») la concurrence entre salariés. C'est faire peu de cas de la cohérence du mode de production où le capital, en tant que fétiche vivant, dicte sa loi à l'ensemble de la société et entretient inséparablement la concurrence entre propriétaires et entre salariés jetés sur le marché du travail. Réduire des différences sociales parfois antagoniques à de simples « inégalités de niveaux de conscience » évacue la difficulté. Mandel en vient ainsi à faire confiance au temps, grand réparateur et niveleur devant l'éternel, pour aplanir ces inégalités en imposant une solidarité conforme à l'ontologie postulée du prolétariat³⁴.

Gorz questionne les fondements de cette marche triomphante du sujet historique. Le taylorisme, la division et l'organisation scientifique du travail auraient irrémédiablement supprimé le travailleur conscient de sa souveraineté pratique. L'idée de la classe et des producteurs associés en tant que sujets n'était selon lui qu'une projection de la conscience spécifique des ouvriers de métiers, dotés d'une culture, d'une éthique et d'une tradition. La classe ouvrière qui prétendait alors au pouvoir n'était pas une masse de misérables, déracinée et ignorante, mais une couche virtuellement hégémonique dans la société. Le conseillisme aurait été l'expression avancée de cette classe ouvrière revendiquant la mine aux mineurs et l'usine aux ouvriers, confiante en ses propres capacités à gérer la production aussi bien que la société. Les lieux de production étaient perçus en conséquence comme les lieux privilégiés du nouveau pouvoir à édifier, l'usine n'étant plus une simple unité économique dissociée des centres de décision.

Inversement, dans l'usine géante, l'idée même du conseil ouvrier serait devenue une sorte d'anachronisme. La hiérarchie patronale remplacerait la hiérarchie ouvrière. Le seul contre-pouvoir imaginable (de contrôle ou de veto) serait réduit à des enjeux subalternes : d'où l'absorption des velléités d'auto-organisation et d'autogestion par des structures syndicales elles-mêmes institutionnalisées et subordonnées. L'impossibilité matérielle avérée du pouvoir ouvrier laisserait place à un pouvoir syndical intégré, simple réplique sociale de la délégation parlementaire. La bureaucratie deviendrait la figure centrale d'une société, instrument et rouage privilégiés d'un pouvoir sans sujet. L'ère des OS et du travail en miettes sonnerait le glas de la culture ouvrière et de l'humanisme du travail qui furent la

34. Ernest Mandel, *El capital, cien años de controversias*, op. cit., p. 228-229.

grande utopie du mouvement socialiste et syndicaliste révolutionnaire au début du siècle. Le travail perdrait son sens d'activité créatrice, façonnant la matière et maîtrisant la nature, acquis au cours du XX^{e} siècle. Dématérialisé, il ne constituerait plus « l'activité par laquelle l'être humain réalise son être grâce au pouvoir exercé sur la matière ».

D'où la nécessité de « changer d'utopie³⁵ ».

De renoncer aux présupposés fondamentaux de « l'utopie industrialiste » selon laquelle les rigidités et contraintes sociales de la machine pourraient être supprimées, l'activité personnelle autonome et le travail social coïncidant au point de ne faire qu'un. Héritière prométhéenne des Lumières, l'utopie marseillaise aurait été « la forme achevée de la rationalisation : triomphe total de la Raison et triomphe de la Raison totale ; domination scientifique de la Nature et maîtrise scientifique réflexive du processus de cette domination ». Désormais, « la dualisation de la société sera enrayée non par l'impossible utopie d'un travail passionnant et à plein temps pour toutes et tous, mais par des formules de redistribution du travail qui en réduisent la durée pour tout le monde sans pour autant le déqualifier ni le parcelliser³⁶ ». Gorz en conclut à la caducité de l'espoir de libération par et dans le travail. Si le travail de production est désormais détaché de l'expérience sensible et réduit à une minorité déclinante, « qui peut donc encore transformer le travail en une *poiésis* épanouissante ? Sûrement pas l'immense majorité des classes salariées. » Il n'y aurait d'issue au cercle vicieux qu'à condition de renoncer à concevoir le travail comme le facteur essentiel de la socialisation et de le considérer comme un simple facteur parmi beaucoup d'autres. La conclusion coule de source : « L'aspiration à l'épanouissement personnel dans les activités autonomes ne présuppose donc pas une transformation préalable du travail. [...] L'ancienne notion de travail n'a plus cours, le sujet prend du recul non seulement vis-à-vis du résultat de son travail mais vis-à-vis de ce travail lui-même³⁷. »

Cette rupture franche avec la problématique de Marx débouche sur la recherche de nouveaux sujets libérateurs et de nouvelles stratégies. Il ne s'agit plus tant de se libérer dans le travail que de se libérer du travail en commençant par reconquérir la sphère du temps libre. Puisque « le terrain du conflit s'est progressivement déplacé des lieux de travail vers

35. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, op. cit., p. 22.

36. *Ibid.*, p. 95.

37. André Gorz, *Capitalisme, écologie, socialisme*, op. cit., p. 113-123.

des fronts plus larges et plus mouvants de la vie collective [...] la question du sujet capable de réaliser la transformation socialiste de la société ne peut, par conséquent, être résolue selon les catégories usuelles de l'analyse de classe ». Ce nouveau sujet (car la démarche n'échappe pas à la vieille problématique du sujet) a pourtant du mal à sortir des limbes. Il est évoqué comme « un mouvement social multidimensionnel qu'il n'est plus possible de définir en termes d'antagonismes de classe [...] ; ce mouvement est pour l'essentiel une lutte pour des droits collectifs et individuels à l'autodétermination³⁸ ».

Du point de vue de ses conséquences stratégiques, l'innovation radicale ramène, par des sentiers nouveaux, à de vieilles chansons. Incapable de s'attaquer à l'État et de maîtriser le travail, ce sujet polymorphe et rhizomatique est appelé à élaborer dans le temps libre sa contre-culture à vocation hégémonique. Dans ses *Adieux au prolétariat*, Gorz affirme ainsi que « l'idée de prise du pouvoir est à revoir fondamentalement : le pouvoir ne peut être pris que par une classe déjà dominante dans les faits ». Telle est bien en effet l'énigme stratégique de la révolution prolétarienne. Alors que la conquête du pouvoir économique et culturel précède la conquête du pouvoir politique pour la bourgeoisie, pour le prolétariat la conquête du pouvoir politique devrait initier la transformation sociale et culturelle.

Leitmotiv obsédant : comment de rien devenir du moins quelque chose ?

Dans les années soixante, Lucien Goldmann avançait en guise de réponse « le réformisme révolutionnaire » d'inspiration austro-marxiste. Hier encore insurmontable en raison de la situation minoritaire du prolétariat, la contradiction se résoudrait par le développement historique même. Un prolétariat socialement majoritaire et de plus en plus cultivé pourrait étendre progressivement ses contre-pouvoirs autogestionnaires et asseoir son hégémonie préalablement à la conquête du pouvoir politique proprement dit. La majorité politique rejoignant la majorité sociale, ce dernier acte pouvait être pacifiquement électoral. Les trente années écoulées n'ont guère confirmé cet optimisme. L'homogénéisation sociale et l'autonomie culturelle annoncées par les années prospères de l'après-guerre n'ont pas résisté aux effets de la crise. Comment imaginer la libération dans le loisir quand le travail reste aliéné et aliénant ? Comment développer une culture collective et créatrice quand la sphère culturelle elle-même est de plus en plus soumise à la production marchande ? Comment se soustraire à la domination de l'État alors que l'idéologie dominante s'impose principalement à tra-

38. André Gorz, *Capitalisme, écologie, socialisme*, op. cit., p. 139 et 163.

vers l'univers fantasmatique de la production marchande généralisée? Si l'interrogation sur les capacités émancipatrices du prolétariat est pour le moins actuelle, comment croire à celles de la « non-classe » des déshérités et des exclus?

Prétendre que ce nouveau prolétariat non industriel « ne trouve plus dans le travail social la source de son pouvoir possible », c'est prêter à la marginalité des vertus qu'elle n'a pas. Après l'encercllement des villes par les campagnes, celui de la production par le monde flottant de la précarité? Définir ce nouveau prolétariat comme une « non-force » vouée à conquérir non pas « le pouvoir », par nature corrupteur, mais « des espaces croissants d'autonomie », c'est faire d'impuissance vertu et chercher le dépassement d'un productivisme (certes critiquable) dans une inquiétante « subjectivité absolue ». « Seule la non-classe des non-producteurs est capable de cet acte fondateur, écrit Gorz; car seule elle incarne à la fois l'au-delà du productivisme, le rejet de l'éthique de l'accumulation et la dissolution de toutes les classes³⁹. »

En 1980, avant que la crise n'ait produit ses effets sociaux et moraux, Gorz pouvait encore conserver les illusions de la période antérieure. Une décennie plus tard, il n'est plus possible de croire aux vertus libératrices de cette exclusion forcée qui ferait des déclassés ou de l'*underclass* les nouveaux champions d'un monde meilleur. Sous prétexte d'épouser la cause des plus démunis, cette idéologie du non-travail, axée sur la primauté de la souveraineté individuelle, est plutôt l'habit neuf d'une utopie des classes moyennes désemparées (renouant « avec la pensée d'une bourgeoisie révolutionnaire ») pour lesquelles la « vraie vie » commencerait hors du travail. Gorz est allé jusqu'à accuser les mouvements des femmes de conforter la rationalité capitaliste en se donnant pour objectif de « libérer la femme des activités sans but économique⁴⁰ »! L'objectif véritable ne serait plus de libérer la femme des activités domestiques non marchandes, mais d'étendre au-delà du foyer la rationalité non économique de ces activités. Ignorant superbement que ces activités domestiques, elles-mêmes aliénées, sont l'envers et le complément du travail salarié aliéné, un tel propos va au-devant des propositions sur l'emploi de proximité et les nouveaux services personnalisés, voués à devenir les béquilles de la précarité.

D'un autre côté, et bien avant la dislocation des dictatures bureaucratiques, Gorz a justement mis le doigt sur le fait que

39. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, op. cit.

40. *Ibid.*, p. 128.

l'individu ne saurait coïncider totalement avec son être social. Supposer son existence « intégralement » socialisable met en branle les rouages répressifs de « la morale socialiste » en tant que passion universelle de l'ordre : « C'est dans ce contexte des États totalitaires que la conscience individuelle se découvre clandestinement comme le seul fondement possible d'une morale : la morale commence toujours par une rébellion [...] une révolte contre la morale objective⁴¹. » La solution ne consiste pourtant pas à aménager une cohabitation pacifique entre une société autonome et un État intouchable, entre une sphère libérée du temps libre et une sphère aliénée du travail, dont toute l'expérience historique a démontré l'impossibilité par des dénouements souvent sanglants. Elle réside plutôt dans le refus de toute assimilation artificiellement décrétée entre société et État, individu et classe.

Marx et Lénine parlaient de dépérissement ou d'extinction, non d'abolition de l'État. Ce dépérissement n'est concevable que comme processus, le temps que le rien devienne (s'il y parvient jamais) effectivement tout. Aussi longtemps que subsistent la pénurie relative et la division du travail, l'État reviendrait inévitablement par la fenêtre. Son dépérissement effectif ne saurait être décrété. Il implique une forme de dualité de pouvoir prolongeant l'événement révolutionnaire par un processus d'extinction-édification, où la société contrôlerait l'État et s'approprierait progressivement les fonctions qui n'ont plus à être déléguées. Une telle approche invite à penser l'architecture institutionnelle du pouvoir et l'autonomie relative de la sphère du droit, au lieu de supposer que l'une et l'autre découlent naturellement de la force qui (« dictature du prolétariat » oblige) ferait loi.

Au lieu de s'engager sur cette voie, Gorz enregistre l'impossibilité d'abolir la nécessité. L'extension du temps libre coexisterait ainsi avec un travail forcé et aliéné dont il faudrait bien continuer à s'acquitter. La sphère de la nécessité inclurait les activités requises pour la production du nécessaire social. D'où la fonction indépassable du politique : « Disjonction de la sphère de la nécessité et de l'espace de l'autonomie : objectivation des nécessités du fonctionnement communautaire en lois, interdits, obligations, bref, l'existence d'un droit distinct de l'usage, d'un État distinct de la société, sont la condition même à laquelle peut exister une sphère où règnent l'autonomie des personnes et la liberté de leur association⁴². » Ainsi posée, la disjonction revendiquée prend simplement le contre-pied de

41. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, op. cit., p. 139.

42. *Ibid.*, p. 165.

l'unité fantasmatiquement restaurée du public et du privé. Hors de toute dynamique historique, elle aménage une paix armée entre l'hétéronomie de l'État et l'autonomie de la société civile. Résignée à subir l'antinomie entre liberté et nécessité, elle se contente de réclamer une nécessité « nettement délimitée et codifiée ». Après avoir été fièrement invités à changer d'utopie, nous voici donc ramenés à une utopie tiède (prosaïquement juridique et étatique), une utopie en haillons pour temps de crise, refuge d'une nouvelle petite-bourgeoisie salariée et consommatrice, prise entre le marteau bureaucratique et l'enclume libérale.

Gorz reproche à Marx d'avoir édifié sa théorie sur le sable d'une conception *philosophique* du prolétariat sans rapport solide avec sa réalité. La critique n'est pas sans fondement. A la recherche du dépassement de la philosophie allemande, impuissante à transformer le réel, le jeune Marx a d'abord cherché la solution dans une alliance spéculative entre philosophie et prolétariat, entre « tous les hommes qui pensent et tous ceux qui souffrent », entre « une humanité souffrante qui pense » et « une humanité pensante qui souffre »⁴³. Le prolétariat est alors une classe en formation qui « possède un caractère universel » (une « classe de la société bourgeoise » qui n'est « aucune classe de la société bourgeoise »), qui est victime de l'injustice pure et simple et non d'une injustice particulière, qui porte en elle la dissolution de la société en même temps que la reconquête totale de l'homme. Il s'agit donc bien d'une présentation philosophique antérieure à la « critique de l'économie politique ». L'année suivante, la révolte des tisserands silésiens est à nouveau présentée par Marx comme la manifestation matérielle de l'essence du prolétariat.

A la suite des enquêtes d'Engels sur le prolétariat réel (les classes laborieuses en Angleterre), la critique de l'économie politique élabore la figure concrète du prolétariat (en tant que marchandise force de travail) dans son rapport d'ensemble au capital. Au lieu de refaire méthodiquement ce chemin, fût-ce pour s'en écarter, Gorz coupe malencontreusement au plus court. Il appelle à la rescousse « la non-classe des non-producteurs » dont la mission, en tant que négation de la négation, rejoint celle du prolétariat « philosophique » du jeune Marx ! Qui, mieux que ces exclus dépossédés de tout, y compris de leur propre travail, pourrait représenter aujourd'hui une classe en formation, de caractère universel, victime d'une injustice pure

43. Marx, Lettre à Arnold Ruge, mai 1843. Voir à ce propos Georges Lablen, *Le Statut marxiste de la philosophie*, Paris, PUF, 1976.

et simple, et porteuse de la reconquête de l'homme par la dissolution de la société? Convoqué pour dynamiter la société programmée et unidimensionnelle, ce nouveau sujet est plutôt le symptôme d'une régression mythique par rapport à la patiente détermination des classes à travers la reproduction du capital.

Le rapport d'exploitation est au cœur du rapport de classe. Pour Marx, les concepts de travail nécessaire et de surtravail sont rétroactivement déterminés par le métabolisme de la concurrence et du procès d'ensemble. Les auteurs analytiques individualisent l'exploitation en la rapportant à la consommation de chacun... Pour le premier, être exploité signifie « travailler plus longuement qu'il n'est nécessaire pour produire les biens que l'on consomme ». Pour Andrés de Francisco, les individus entrent dans des rapports de classe pour maximiser leur intérêt particulier : « Nous parlerons des classes comme d'un ensemble défini de rapports entre individus... nous proposons une théorie individualiste des classes comme préalable à une théorie classiste de la société⁴⁴. »

Pour Marx, au contraire, le rapport d'exploitation est d'emblée, et ne peut être, qu'un rapport social, non un rapport individuel. Le taux d'exploitation (pl/v) exprime une relation de classe illustrée par l'analyse de la coopération et de la division du travail : la coopération suscite une économie de temps due à la simultanéité spatiale des tâches productives; une journée de cent heures de dix travailleurs est plus productive que dix journées successives de dix heures; la force productive combinée est supérieure à l'addition de forces individuelles. La barre du rapport (pl/v) représente la ligne de front mouvante entre travail nécessaire et surtravail autour de laquelle se structure le conflit. Ce rapport d'exploitation présuppose le procès de reproduction d'ensemble, donc la lutte des classes. Hors de la détermination globale du temps de travail socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail, l'idée d'exploitation individuelle est théoriquement inconsistante.

Dès *L'Idéologie allemande*, Marx dénonce la réduction des

44. Jon Elster, *Karl Marx...*, op. cit., p. 234. Andrés de Francisco, « Que hay de teorico en la "teoria" marxista de las clases », loc. cit., et « Théorie classiste de la société ou théorie individualiste des classes », *Viento Sur*, 12 (décembre 1993). Dans le même numéro de *Zona Abierta* (59/60, 1992), Val Burris donne de l'exploitation une définition extensive (« la capacité d'un individu ou d'une classe de s'approprier un travail étranger »). Mais le rapport de classe est réduit à l'exploitation économique, les rapports de domination étant considérés comme secondaires. L'idée selon laquelle « l'appropriation de la plus-value a lieu seulement dans le procès de production » relève d'un contresens sur le rôle du procès d'ensemble : l'extraction de plus-value dans la production n'est pas encore l'appropriation qui présuppose le marché et la reproduction d'ensemble.

individus au rang d'exemplaires sériels d'une classe formelle et la représentation, chez les philosophes, de classes « existant avant les individus qui les composent ». Dans les *Grundrisse*, il rejette symétriquement les robinsonnades de l'économie classique et la réduction des classes à une somme de rapports individuels : « L'individu produisant en tant que chasseur ou pêcheur isolé, qui constitue le point de départ de Smith et de Ricardo, appartient à l'univers imaginaire des robinsonnades du XVIII^e siècle. » Dans les trois livres du *Capital*, enfin, la détermination réciproque des individus et des classes est saisie selon la totalité dynamique du rapport social. La lutte pour la limite de la journée de travail met aux prises « le capitaliste global » (c'est-à-dire la classe des capitalistes) et « le travailleur global » (ou la classe travailleuse). Dès lors qu'il y a séparation du travailleur et des moyens de production et que « les moyens de production affrontent le possesseur de force de travail en tant que propriété d'autrui... le rapport de classe entre capitaliste et salarié existe donc ». Enfin, « chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital » et « le taux moyen de profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total ». C'est pourquoi, malgré la concurrence qui la divise, la bourgeoisie constitue une véritable « franc-maçonnerie » vis-à-vis de « l'ensemble de la classe ouvrière⁴⁵ ».

L'exploitation par l'extorsion de survalueur implique le dédoublement de la marchandise en valeur d'usage et valeur d'échange, ainsi que le dédoublement du travail en travail concret et travail abstrait : « *Le quelque chose de commun* qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur ; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en lui. Comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur ? Par le quantum de la substance "créatrice de valeur" contenue en lui. La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps et le temps de travail possède de nouveau sa mesure dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc. On pourrait s'imaginer que si la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail dépensé pendant sa production, plus un homme

45. *Le Capital*, op. cit., II, I, p. 33 et III, I, p. 211. Suzanne de Brunhoff est parfaitement fidèle à cette démarche lorsqu'elle écrit : « La notion de classe désigne un rapport économique et social conflictuel... Le surtravail que fournit l'ouvrier n'apparaît pas de façon directe et individuelle... La notion de classe n'est pas un instrument de l'analyse économique qui part des individus et de leur choix rationnel » (« Ce que disent les économistes », *Politics*, 4, 1993).

est paresseux ou malhabile, plus sa marchandise a de valeur, parce qu'il consacre plus de temps à sa fabrication. Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est *du travail égal et indistinct, une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables. Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre en tant qu'elle possède une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail nécessaire socialement.* »

Sans ce concept de travail abstrait, la théorie de la valeur aboutirait en effet à l'absurdité selon laquelle le temps gaspillé à musarder et à paresser serait créateur de valeur. La dépense de force de travail n'est pas d'abord individuelle. Elle présuppose la « force sociale moyenne » du « travail égal et indistinct », du travail « socialement nécessaire ». Cette moyenne ne s'établit pas dans la seule sphère de la production. Elle présuppose à son tour le métabolisme de la concurrence, l'établissement d'un taux de profit moyen, la reconnaissance historique des besoins établis par la lutte des classes (lesquels ne se limitent pas à des besoins de consommation immédiats, mais s'élargissent à des besoins de reproduction incluant des facteurs d'éducation, de culture, d'environnement communs à plusieurs générations).

Le travail abstrait est donc historiquement déterminé par le système des besoins, autrement dit par l'universalité du manque. L'égalité des travaux différents suppose l'abstraction de leur inégalité réelle. Leur réduction à « leur caractère commun de dépense de force de travail » résulte de l'échange. Marx y insiste au sixième chapitre de la deuxième section : « Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contrecoup, les besoins qu'elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée... La somme des moyens de subsistance

nécessaires à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs pour que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché. » Si la force de travail renferme un élément moral et historique, si sa reproduction comprend la relève des générations, la détermination du temps de travail socialement nécessaire à cette reproduction présuppose... la lutte des classes!

Rapport social, le capital est donc l'unité d'un rapport de domination et d'un rapport de concurrence. Au niveau de la production, le taux de plus-value pl/v exprime le rapport de classe indépendamment du rapport de concurrence. Au niveau de la (re)production d'ensemble, le taux de profit $pl/c+v$ exprime le rapport d'exploitation médié par le rapport de concurrence. Pierre Salama et Tran Hai Hac soulignent clairement la différence conceptuelle entre survaleur et profit, souvent mécomprise dans la controverse dite de la transformation : « Ainsi, de même que le niveau du rapport de classe est structuré par l'existence du taux d'exploitation, le rapport inter-capitaliste est structuré par la formation du taux général de profit qui est la forme sous laquelle le taux d'exploitation s'impose aux capitalistes individuels dans la concurrence. En ce sens, le taux général de profit est une forme transformée de la valeur d'échange précédemment définie au niveau du capital en général. Le développement de la valeur d'échange du niveau du capital en général au niveau des capitaux en concurrence est désigné sous le nom de transformation de la valeur d'échange en prix de production. Celle-ci n'est rien d'autre que le passage de l'analyse du capital d'un niveau d'abstraction à un autre. La transformation signifie que la lutte pour le profit que se livrent les capitalistes est circonscrite au montant de la plus-value extorquée à la classe des travailleurs : les capitalistes ne peuvent se partager plus que ce qui a été extrait dans le rapport de classe. En d'autres termes, la transformation de la valeur d'échange en prix de production exprime le fractionnement de la plus-value dégagée au niveau du capital en général entre les capitaux en concurrence⁴⁶. » Le montant et les formes de redistribution de la survaleur sont subordonnés à son extraction. L'exploitation ne saurait donc être déterminée par l'allocation individuelle de biens de consommation comparée au temps individuel de travail.

46. Pierre Salama et Tran Hai Hac, *Introduction à l'économie de Marx*, Paris, La Découverte, 1992, p. 55.